

Pour Hubert Védrine, la France a toujours défendu au Rwanda une solution négociée

Colette Braeckman

Le Soir, 5 avril 2019

Lorsque l'on retourne en arrière, au début des années 90, il apparaît que la France prend le relais de la Belgique, alors que le Rwanda ne présente guère d'intérêt économique ni même stratégique. Hubert Védrine, qui fut porte-parole puis secrétaire général de l'Elysée a accepté, en exclusivité pour Le Soir, de revenir sur l'engagement, très controversé, de la France au Rwanda de 1990 à 1994.

Alors que François Mitterrand est l'un des rares, en France, à être informé des problèmes ethniques qui existent au Rwanda et qui ont déjà mené à des massacres, il décide, en 1990, de faire intervenir l'armée française afin de stopper l'offensive du Front patriotique rwandais. Pourquoi cette décision ?

R/ Justement parce qu'il mesure aussitôt le risque. Cette décision initiale en 1990, n'est pas fondée sur une relation étroite, à l'instar de celle qui existait avec la Côte d'Ivoire ou le Sénégal. Le Rwanda n'était pas un enjeu économique ou stratégique. Ayant réétudié cette période, j'explique cet engagement par le fait que le Président de Mitterrand avait vécu les années 30 et a toujours réagi vigoureusement aux tentatives de changement de fron-

tière ou d'interventions venues de l'extérieur pour changer un régime par la force. Il y a eu d'autres exemples que le Rwanda : alors que le Tchad était presque complètement passé sous influence libyenne, Mitterrand l'a fait reculer. A propos des Malouines, le président avait tout de suite pris position contre le coup de force argentin et après l'invasion du Koweït il était déterminé à en faire ressortir l'Irak. Il me semble que Mitterrand a raisonné comme l'aurait fait de Gaulle : si un pays lié à la France, dans cette zone « transversale » de l'Afrique qui va du Sénégal à Djibouti n'est pas capable d'empêcher une « micro minorité » venue d'un pays voisin et appuyée par l'armée d'un pays voisin de déclencher une guerre civile pour prendre le pouvoir par la force (puisque électoralement ce n'était pas possible) et cela malgré la garantie de la France, alors cette garantie ne vaut plus rien. C'est la source vraie de l'engagement français. Il est possible que par la suite, des militaires, des diplomates, aient évoqué Fachoda, mais je ne crois pas que François Mitterrand ait raisonné ainsi, il pensait plutôt en termes de stabilité et de garantie.

Cependant, la demande initiale du FPR ne portait que sur

le retour des réfugiés tutsis qui se trouvaient dans les pays voisins...

R/Précisément. Quand on reprend la décision initiale de Mitterrand, et que l'on observe l'action menée par les diplomates français, en 90, 91, 92 puis sous la cohabitation en 1993, on voit que la même politique est poursuivie : elle comporte un volet militaire, – aider l'armée du régime de Kigali à stopper les attaques venues d'Ouganda – et un volet politique, exiger un compromis entre les protagonistes. Tous les procureurs auto-désignés qui attaquent cette politique zappent cette séquence, qui est pourtant essentielle.

Un engrenage terrible s'est mis en place, sur un fonds ancien de tensions inter ethniques : plus le FPR attaquait, plus le mouvement hutu se durcissait, assurait qu'il n'allait pas céder aux pressions ni se laisser envahir par les Tutsis de l'Ouganda qui allaient reprendre les terres, le bétail, etc. Une course de vitesse était engagée, d'où les pressions de la France pour un compromis politique. L'argument « vous ne pouvez pas ne pas savoir » est une tautologie : précisément, Mitterrand avait compris tout de suite qu'il y avait un risque géant, c'est même la raison principale de son engagement de 1990. Qui se souvient de cela aujourd'hui ? A cette époque, le président n'a pas expliqué les raisons de cet engagement à la fois militaire et politique, et c'est dommage. En fait, le FPR voulait tout conquérir et les extrémistes hutus ne voulaient rien lâcher, avec la menace d'un engrenage génocidaire. La France avait pour devoir de tenter d'empêcher cela. Avec le gouvernement de cohabitation du Premier Ministre Balladur, cette politique s'est poursuivie. C'est la France qui a obtenu que soient conclus

les accords d'Arusha. Alain Juppé, ministre de cohabitation qui s'entendait bien avec Mitterrand, s'était personnellement investi pour cela. Avec les accords d'Arusha, à l'été 1993, les autorités françaises ont cru, et espéré, avoir réussi à arrêter la guerre civile et des horreurs. Ces accords étaient l'aboutissement de la politique menée depuis 1990, le résultat de la pression énorme qui avait été exercée. D'autres pays, comme la Belgique, ont aussi poussé à ce compromis.

A côté du volet politique, le volet militaire semble différent : depuis 90, les militaires français se sont engagés au Rwanda de manière très déterminée, et cela alors que les Belges retirent leurs troupes. L'armée française aurait elle été en roue libre ?

R/Je ne pense pas que l'on puisse dire cela. Evidemment je ne suivais pas la situation sur le terrain et ce que je vous rappelle ce sont les décisions politiques au sommet. Mais, il n'y a pas eu une politique militaire et une politique diplomatique. Ce sont les deux faces d'une même médaille : la France devait s'engager sur le plan militaire, sinon elle n'avait plus de levier politique. Je ne me souviens pas que la Belgique ait désapprouvé cette double approche. En tout cas, la présence militaire française n'avait pas pour but de "soutenir un régime", mais au contraire d'obliger ce dernier à partager le pouvoir, ce que la France avait cru avoir obtenu en 1993.

Mais pendant ce temps se développait au sein du monde hutu, immensément majoritaire dans le pays, au rythme des attaques du FPR, le refus radical de tout partage du pouvoir avec les Tutsis, et l'idée démente d'éliminer les Tutsis, devenus une menace, avec en

parallèle, un rejet radical des pressions françaises.

Les officiers français travaillaient en étroite collaboration avec les officiers d'Habyarimana et l'aidaient à faire la guerre...

R/Les militaires, c'est les militaires. Ils avaient eu pour mission d'aider l'armée rwandaise hutu à tenir la frontière du nord. Des liens se sont créés à cette occasion, renforcés par les informations sur les massacres commis par le FPR là où il avançait. Mais la ligne politique n'a jamais changé : imposer un accord de partage du pouvoir. Il n'y a aucune contradiction, au contraire, et ces liens noués sur le terrain n'ont pas changé la ligne. Au lieu de "soutenir un régime qui allait devenir génocidaire", la France a au contraire tordu le bras à des protagonistes dont les uns, les Hutus, voulaient tout garder et les autres, les Tutsis, voulaient tout prendre. La France a voulu imposer un partage du pouvoir. Cela me paraît clair. Les questions que je me pose moi, portent plutôt sur l'« après Arusha ».

En effet, si les accusations récurrentes contre la France sont à mon avis insensées, des questions sérieuses se posent néanmoins.

Les militaires français n'étaient pas tellement contents de partir, ils traînaient les pieds... Le « levier militaire » restait engagé.

R/C'est possible pour certains d'entre eux, mais pas au sommet. Ce qu'ont ressenti les militaires de terrain est un autre sujet. Les politiques décident, les militaires exécutent. Vu ce qui se passait du côté FPR il se peut que certains militaires français aient été fiers d'avoir aidé les Rwandais à arrêter le FPR, mais l'objectif politique

au sommet restait le compromis politique, celui d'Arusha.

Avec le recul, (à l'époque je ne traitais pas cette question, même si j'étais informé, et c'est maintenant que je pense cela) je me dis qu'on n'aurait pas dû retirer nos troupes après Arusha. Certes, le FPR exigeait ce retrait (ce qui trahit d'ailleurs son intention pour la suite) Mais, on aurait dû comprendre qu'en réalité, les protagonistes n'avaient signé que contraints et forcés et que sans présence internationale beaucoup plus forte, avec un mandat beaucoup plus offensif que le simple « maintien de la paix », Arusha avait peu de chances d'être appliqué. C'est une vraie question.

En réalité, la France s'est montrée trop confiante. A Paris, le soulagement a dominé chez les autorités d'où la décision de retirer les troupes. Certains militaires n'ont pas compris la manœuvre. La France n'était pas engagée militairement pour prendre parti pour un camp, mais pour imposer une solution politique. Quelques militaires de terrain ont pu dire des choses qui ont semé le trouble car ils n'avaient pas compris l'objectif stratégique de Mitterrand, Balladur, de Juppé, etc. Les chefs militaires, eux, l'avaient compris, et l'ont souvent redit depuis.

Compte tenu des solidarités entre compagnons d'armes, peut-on imaginer que les militaires français, aient maintenu des relations,, de manière autonome, sans être couverts par les politiques? Le lien organique entre les militaires rwandais et rwandais n'a pas été rompu...

R/Quand les militaires français, ont été retirés, à part une trentaine de conseillers environ qui ont été laissés sur place, il y a pu avoir des états

d'âme de frustration chez certains – il y a des exemples de cela, par exemple à l'époque des décisions de de Gaulle en Algérie – mais la politique de la France était claire. C'était celle du gouvernement et du Président. En revanche, je le répète, comme les Hutus ne voulaient rien lâcher et que les Tutsis voulaient tout conquérir; ils voulaient le pouvoir, donc après Arusha, la France a peut-être eu trop confiance. Si l'on peut reprocher quelque chose à la France, c'est une certaine naïveté. Cela n'a rien à voir avec les horribles accusations habituelles. La France aurait eu besoin de plus de leviers encore pour forcer les uns et les autres à respecter les accords.

Pourquoi la France insistait elle pour que les extrémistes du CDR fassent partie du gouvernement de transition alors qu'ils n'avaient pas signé les accords ?

R/ Il s'agissait de les contraindre, de les mouiller, qu'ils seraient moins dangereux dedans que dehors et que quand on veut faire la paix, il faut intégrer les extrêmes... Cela se défend. On a fait cela dans d'autres conflits.

Revenons aux militaires. Pourquoi, après le retrait officiel de l'automne 93, des militaires français sont ils restés au Rwanda, plus nombreux que ce que l'on disait et aux côtés des durs du régime ? Y aurait il eu des électrons libres ?

Si, sur le plan militaire, s'il y a eu des "électrons libres", par définition, ces derniers n'engageaient qu'eux et étaient incontrôlables. L'Afrique grouille de gens comme ça, d'« électrons libres » parfois de soldats perdus issus des armées, ou des services français, belges, américains, israéliens ou africains. Par définition ils ne sont

pas soumis à une hiérarchie. Aux Etats Unis aussi, il y a bien des cas où le président a dit une chose, où la CIA en a fait une autre... Je ne veux pas me défausser puisque je juge honorable ce que la France a fait, mais ce que je vous décris, c'est le processus de décision politique des dirigeants français.

Des « électrons libres » qui continuent à livrer des armes ne peuvent pas faire cela de leur propre initiative...

Si bien sûr. Il y a beaucoup de trafics d'armes en Afrique hélas. On pourrait citer dix conflits en Afrique où cela a eu lieu. Où les protagonistes ont reçu des armes américaines, israéliennes, russes, tchèques, chinoises, françaises ou autres par l'intermédiaire de trafiquants locaux et d'anciens militaires, ou même en activité!

Après l'attentat, revenir ou pas ? La question s'est posée à Paris. Ce qui est sûr c'est que l'armée française et donc le Ministre de la défense, François Léotard, ne voulait pas retourner au Rwanda. Très vite après le début du génocide, Juppé dit qu'il fallait revenir pour essayer d'arrêter les massacres, Mitterrand dit « oui sous certaines conditions ». Balladur était résolument hostile. Les grands chefs militaires, eux, freinaient : « on a fait notre job, c'est terminé. »

Un tel refus ne les empêche pas de recevoir des émissaires du gouvernement intérimaire...

R/En effet, au début Paris a gardé le contact avec tout le monde car, pendant quelques semaines l'idée a persisté que, peut-être, on pouvait encore sauver Arusha. Mais, c'est comme remettre le dentifrice dans le tube!

Sur l'intervention, (y aller ou pas ?) l'arbitrage de Mitterrand/Balladur, a été finalement d'y aller mais unique-

ment si la France obtenait un mandat du Conseil de sécurité pour une mission humanitaire pour un temps limité.

Avec le recul, de même que je pense qu'après Arusha il aurait fallu imposer une présence militaire internationale très forte pour tordre le bras tous les protagonistes, je pense que la France aurait dû mettre son veto à la décision de retirer tous les Casques bleus (ndlr. décision prise le 21 avril, après le retrait unilatéral des Casques bleus belges) . Mais c'est facile à dire avec le recul !

Considérez-vous le capitaine Barril comme un électron libre ?

Il en est l'exemple type. Il n'a jamais eu de fonction à l'Elysée. Vu son amitié antérieure avec le commandant Prouteau, il se présentait comme mandaté par l'Elysée, ce qui était faux mais lui a permis d'obtenir des missions dans toute l'Afrique. On a dû finalement lui retirer sa carte d'accès à l'Elysée. Quant à François de Grossouvre, (qui s'est suicidé dans son bureau le 7 avril) c'était un homme courtois et sympathique, mais mythomane, que Mitterrand gardait près de lui par gentillesse car il l'avait beaucoup aidé durant sa traversée du désert. Il était là, mais il ne jouait plus aucun rôle, et en avait conçu une amertume certaine ... Grossouvre, Barril, ou d'autres, c'était le paquet « électron libre », cela n'était pas la politique de la France...

Quelles étaient vos propres responsabilités à l'époque ?

R/ J'étais en contact en tant que conseiller diplomatique avec la cellule africaine de l'Elysée. On s'informait une fois par semaine environ. Lorsque j'étais Porte-parole de l'Elysée, j'étais tenu au courant. Lorsque j'étais Secrétaire-Général, je voyais

tout passer, les notes du Quai, de la défense, de l'Etat-major particulier, de la cellule africaine, mais je n'avais pas de position personnelle ni de décision à prendre moi-même sur ces questions africaines... Et n'oubliez pas qu'en 1993/1995 on est en cohabitation. Je trouve que ce que la France a fait a été honorable, même si cela a échoué.

Sur Turquoise : si l'Opération n'a été lancée que fin juin, c'est parce qu'il a fallu plusieurs semaines pour obtenir le mandat de du Conseil de sécurité de l'ONU du fait des réticences ou de l'indifférence des autres membres permanents. Si la France avait réellement voulu aider « un régime ami génocidaire » (!) elle aurait envoyé des parachutistes tout de suite, en avril, et pris Kigali.

La France y a donc été (seule !) avec un mandat humanitaire. Cette opération a sauvé, quand même, des milliers de gens, et elle s'est terminée à la date prévue. En outre Turquoise n'avait pas tellement d'armement. A propos de Biseseero, les français ont expliqué qu'ils étaient allés dès qu'ils avaient pu, ils sont pourtant arrivés trop tard pour empêcher ce massacre. Je rappelle que l'armée française ne voulait pas revenir au Rwanda, elle jugeait que c'était compliqué et très risqué. Les militaires détestent être envoyés dans des guerres civiles...

Il est possible que des génocidaires soient partis vers le Zaïre en passant par cette zone, entre autres, mais comment les distinguer, au milieu d'une foule qui fuit le pays? De plus, le mandat, donné par l'ONU n'était pas d'arrêter des gens qui, d'ailleurs, pouvaient fuir le Rwanda par bien d'autres frontières! Toutes ces accusations sont vraiment injustes ou absurdes.

Vous avez travaillé jusqu'au

bout avec le président Mitterrand... Prenait il encore lui-même les décisions ?

Bien sûr, personne ne pouvait trancher à sa place. Il est toujours resté l'autorité finale. Il ne m'est jamais arrivé de ne pouvoir le joindre lorsque j'avais besoin d'une décision urgente, et cela jusqu'en mai 1995. Et même au-delà il a reçu beaucoup de visiteurs jusque fin 95. Ses détracteurs disent,

soit que Mitterrand ne contrôlait plus rien ou que, au contraire, tout est de sa faute ! Tout cela n'a pas de sens.

C'est pour moi l'occasion de rappeler qu'il fut le premier président occidental à être invité par Mandela à l'été 1994 à venir dans l'Afrique du Sud Arc en Ciel. Mandela ne croyait rien des accusations contre la France .

Propos recueillis à Paris